



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

**UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES**

GENÈVE

COMITE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE**Première session****Genève, 17 au 19 avril 1978**

ARTICLE 13 DE LA CONVENTION UPOV

Observations transmises par le membre danois du Conseil

Le membre danois du Conseil de l'UPOV a transmis, avec une lettre adressée au Secrétaire général de l'UPOV en date du 29 mars 1978, des observations sur les propositions de modification de l'article 13 de la Convention faites par le Secrétaire général de l'UPOV et contenues dans le document CAJ/I/2. Ces observations figurent à l'annexe du présent document.

[L'annexe suit]

ANNEXE

Observations du Danemark
sur les propositions de modification de l'article 13 de la
Convention contenues dans le document CAJ/I/2

Généralités

Au Danemark, on estime de façon générale qu'il faut éviter de modifier des textes législatifs sans bien-fondé. Cette opinion repose sur deux considérations. En premier lieu, la modification d'un texte quant à la forme peut être interprétée comme apportant des modifications quant au fond, ce qui provoquerait des discussions inutiles; en second lieu, les éléments issus de la pratique administrative et juridique (et provenant aussi d'autres sources) qui ont contribué à la compréhension du texte deviendront plus ou moins sans valeur.

Ces deux considérations s'appliquent à l'article 13. La Convention ne contient probablement pas d'autre article qui ait donné lieu à autant de discussions que l'article 13. Une modification radicale de cet article sera certainement suivie de nouvelles discussions prolongées et les éléments de grande valeur pour l'interprétation de cet article qui ont été rassemblés au cours de la dernière décennie, et que l'on a donc déjà commencé à rassembler avant l'entrée en vigueur de la Convention, seront de peu de valeur pour l'avenir.

C'est pourquoi nous devons être intimement convaincus de la nécessité de procéder aux modifications envisagées.

Par ailleurs, nous estimons que la structure juridique attribuée par la Convention à la dénomination et précisée par la suite au cours de nombreux débats est tellement précieuse que nous répugnons à y renoncer. Nous nous référons en particulier au fait que la dénomination est une "partie intégrante" de la variété et donc qu'elle ne peut faire l'objet de la propriété privée, et qu'elle peut (et doit) être utilisée par quiconque en relation avec la variété.

Paragraphe (1) du texte actuel

A notre avis, la traduction anglaise ("shall be given") du texte authentique français ("doit être désignée par") est fautive. Elle ne fait que répéter ce que précise l'article 6(1)e) et n'apporte aucun élément nouveau à l'article 13. Nous estimons que le paragraphe en question se propose d'établir un programme ou un principe selon lequel la variété doit être connue sous une dénomination, d'une manière similaire à ce qu'expriment les Directives du Conseil de la CEE, en date du 29 septembre 1970, sur le catalogue commun des variétés d'espèces de grande culture et sur la commercialisation des variétés d'espèces maraîchères, qui utilisent les expressions "porte la même dénomination" en français, "is known by the same name" en anglais et "dieselbe Bezeichnung trägt" en allemand. Nous considérons que ce point de vue confère une signification propre à ce paragraphe et c'est à contrecœur que nous nous en séparerions.

Dans le paragraphe 10 du document CAJ/I/2 il est indiqué que l'article 13(1) ne précise pas quand et par qui le nom doit être donné à la variété (ou, ce qui serait plus exact, quand et par qui la variété doit être désignée par un nom). A la question de savoir par qui le nom est donné, la réponse est apportée par l'article 13(7) ("Celui qui ... procède à la mise en vente ou à la commercialisation ...") et la première phrase de l'article 13(8)b) ("... est considérée comme la désignation générique ..."). La question de savoir quand cela doit être fait peut recevoir des réponses différentes. En raison de quelques événements fâcheux que nous avons connus dans le passé, nous étudions la possibilité d'instaurer au niveau national une disposition selon laquelle les nouvelles variétés ne peuvent pas être commercialisées tant qu'elles n'ont pas de nom. Rien que pour cette raison, il ne nous est pas possible d'approuver le paragraphe 1) de la proposition élaborée par le Secrétariat.

Paragraphe (2) du texte actuel

Nous ne voyons pas la nécessité de modifier ce paragraphe - que nous tenons au contraire pour très précieux - et pour les raisons avancées au début de ce document, nous conseillerions de ne pas le modifier.

Paragraphe (3) du texte actuel

Nous sommes d'accord avec les considérations figurant au paragraphe 14 et à la dernière phrase du paragraphe 4 du document CAJ/I/2 sur les difficultés découlant de la mention de marques de fabrique et de commerce dans une convention sur la protection des obtentions végétales et nous nous interrogeons si ces difficultés ne pourraient pas être résolues en indiquant que de façon générale, la dénomination ne doit pas faire l'objet de droits susceptibles de gêner ou d'empêcher la libre utilisation de la dénomination. D'une part, cette solution permettrait - éventuellement - d'établir un nouveau traitement juridique des marques selon lequel le titulaire d'une marque ne peut pas s'opposer à son utilisation à titre de dénomination variétale. D'autre part, une rédaction de ce genre offrirait à chacun la possibilité d'utiliser la dénomination en relation avec la variété.

Toutefois, nous ne pouvons pas être favorables à la solution de la question simplement au moyen des expressions "ne convient pas" et "illégale" (proposées dans le projet du Secrétariat) qui décrivent imparfaitement la structure juridique de la dénomination que nous avons décrite au début de ce document.

Incidentement, nous tenons à attirer l'attention sur le fait que beaucoup de produits végétaux autres que le matériel de reproduction ou de multiplication sont commercialisés sous le nom de la variété.

Dans des règlements récents sur la commercialisation des pommes de terre de consommation, notre Ministère de l'agriculture a prévu que le nom de la variété doit être indiqué sur l'étiquette prescrite.

En vertu des règlements de la CEE, les fruits et les légumes appartenant à certaines espèces doivent être munis d'une étiquette portant, entre autres, la mention du nom de la variété.

Dans les ventes aux enchères de fleurs coupées, de roses en particulier, la variété est normalement précisée.

Dans le cas du blé et du colza, la CEE a fixé des prix différents selon la qualité, qui sont en fait fonction de la variété (selon qu'il s'agit d'un blé fourrager ou d'un blé panifiable, ou encore selon la composition chimique dans le cas du colza). D'où encore la nécessité d'indiquer la variété.

Il en résulte qu'il est absolument indispensable que le producteur puisse utiliser le nom de la variété.

Paragraphes (4) à (6) du texte actuel

Aucune observation pour le moment.

Paragraphe (7) du texte actuel

Nous ne sommes pas d'accord avec l'argumentation du paragraphe 18 du document CAJ/I/2 selon laquelle l'obligation faite à quiconque (etc.) d'utiliser la dénomination ainsi que l'utilisation obligatoire de la dénomination après l'expiration de la protection sont étrangères à la protection des obtentions végétales. En ce qui concerne la première disposition, nous tenons à souligner qu'elle permet à l'obteneur de mieux contrôler les ventes illégales de la variété, qui, en l'absence d'une telle disposition, pourrait être commercialisée sous d'autres noms. En outre, les droits des obtenteurs ne sont pas illimités; il y a aussi des obligations et des conditions, dont l'une est que les obtenteurs doivent accepter que le nom suive la variété.

Paragraphe (8)a) du texte actuel

Nous sommes un peu hésitants en ce qui concerne le maintien de cette disposition. Nous ne pourrions disconvenir que la Convention UPOV ne soit pas, ainsi que l'indique le paragraphe 19 du document CAJ/I/2, l'endroit idéal pour cette disposition. Néanmoins, nous nous interrogeons sur les conséquences pratiques de sa suppression, compte tenu des considérations figurant au début du présent document.

Paragraphe (8)b) du texte actuel

La notion de dénomination constituant une désignation "libre", que l'on ne peut s'approprier, est si importante à nos yeux que nous ne pouvons accepter de supprimer la première phrase. Par contre, nous sommes d'accord sur la suppression des références aux marques mais aimerions que l'on inclue une disposition précisant que de façon générale, des droits privés ne peuvent pas être concédés sur la dénomination.

Paragraphe (9) du texte actuel

Conformément à la proposition visant à ne pas mentionner les marques dans la Convention, nous pourrions envisager une suppression de ce paragraphe. Nous n'avons cependant pas d'opinion arrêtée à ce sujet.

Paragraphe (10) du texte actuel

La référence au mot "illégal" dans le paragraphe 22 du document CAJ/I/2 nous paraît insuffisante. Nous estimons par ailleurs que la disposition figurant dans la deuxième phrase du paragraphe (10) devrait être maintenue.

Remarques finales

On peut conclure de ce qui précède que nous ne pouvons pas accepter la proposition figurant au paragraphe 3 du document CAJ/I/2. Nous n'ignorons pas que, comme le souligne le paragraphe 23 du document cité, la proposition n'empêcherait pas les Etats membres de maintenir leur législation actuelle; nous prévoyons cependant que si elle était adoptée, la proposition donnerait, d'une part, naissance à des discussions interminables, que l'on devrait éviter, et remettrait en question, d'autre part, les résultats atteints dans l'harmonisation des législations nationales.

[Fin du document]